



« Pas un enfant sans acte de naissance d'ici 2017 »

UN PROJET DE LA NJSPF OFFICIELLEMENT LANCÉ

P 3



TR TOGOREVEIL

Le pari d'une actualité qui réveille



Confidentiel

Après les autres partis politiques et la Communauté internationale

L'ANC ET SES « PROPOSITIONS SCIENTIFIQUES » BIENTÔT AU CPDC

P 2

Agriculture

LE PNIASA A PRIS SON ENVOL À PARTIR DE NOTSÈ

P 4

■ « LE GENERAL ET LE DIPLOMATE » LE LIVRE EN HOMMAGE A EYADEMA P 2

■ Retour triomphal du PDP au CPDC BASSABI KAGBARA A CELEBRE SON « 2 FEVRIER » P 3

■ IDH, DE L'EFFONDREMENT A LA RESURRECTION P 5

■ Les mutilations génitales féminines LES VRAIES FACETTES D'UN PHENOMENE HONTEUX P 6

■ Le Civisme Aujourd'hui EVITONS LA SURCHARGE SUR LES ROUTES P 4

TR 052 du 10 fév. 2012



Prix: 250 FCFA / Etranger 1€



AFRIATECH

Archivage Numérique-GED - Contrôle d'accès & Biométrie - Outsourcing

Web : www.afriatech.com E-mail : info@afriatech.com Tél. : +228 261-60-71 - Fax : +228 261-60-70

Objectif 2015 : zéro papier !



Affirmations sans fondement dans la presse

LES ODDH CONFUSES APRES LA CLARIFICATION APPOREE PAR L'UE

P 3

Confidentiel

Après les autres partis politiques et la Communauté internationale

L'ANC ET SES «PROPOSITIONS SCIENTIFIQUES» BIENTÔT AU CPDC RENOVE



L'Alliance Nationale pour le Changement (ANC) était face à la presse le mardi 7 février au cours d'une conférence pour exiger un découpage électoral "équitable". A la suite de cette exigence, ce parti a rendu publique une « proposition de découpage » qu'il qualifie de « scientifique » et qui se base essentiellement sur le « quotient de représentativité ».

Selon l'ANC ce quotient de représentativité est le rapport de la population totale sur le nombre de sièges. Ce qui donne le nombre d'habitants par siège de député. Il est indiqué que ce quotient doit être approximativement le même sur toute l'étendue du territoire national. Dans les rangs de l'ANC on se targue déjà d'avoir trouvé la solution définitive pour remédier au déséquilibre soulevé dans les recommandations de la mission d'Observation de l'Union Electorale qui dénonce un déséquilibre entre le vote populaire à l'échelle nationale et le nombre de sièges attribués.

Les propositions mathématiques, l'ANC entend les adresser aux autres partis politiques et à la Communauté internationale.

Un important revirement dans la position de l'ANC qui depuis le 26 Janvier dernier avait déclaré sa disponibilité à entrer en discussion dans les meilleurs délais mais au sein d'un autre cadre composé des partis représentés à l'Assemblée nationale.

Deux semaines après cette offre de dialogue sans réponse apparente, Jean Pierre Fabre descend les enchères en associant à ses propositions un nombre plus important de partis politiques. On ne parle plus de partis représentés à l'Assemblée nationale.

Mieux encore, après avoir refusé d'entendre raison toutes les fois que les diplomates des pays amis l'invitaient à quitter la rue pour dialoguer, Jean Pierre Fabre veut rallier la Communauté internationale à ses scientifiques propositions sur le découpage électoral et par la même occasion se présenter comme un leader désormais ouvert au dialogue. Ce à quoi les uns et les autres le convient mais au sein du CPDC rénové. « Une pilule amer que l'ANC et Jean Pierre Fabre seront bien obligés d'avalier » estime t-on dans les milieux diplomatiques qui insistent de plus en plus pour que tous les acteurs politiques, sans exclusive s'entendent sur les conditions acceptables pour les prochaines élections. A ce jour le seul cadre de concertation et de dialogue reste le CPDC qui n'arrête pas dans ses avancées par rapport aux propositions de réformes et d'amélioration du cadre électoral. Et dans ce sens, certains membres du CPDC rénové attendent les membres de l'ANC et les scientifiques propositions pour des échanges.

G.P

R Retrouvez votre journal et plus d'info sur le site : www.togoreveil.info

Récépissé N° 0353/24/09/08/HAAC du 24 septembre 2008

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Germain POULI

COMITÉ DE RÉDACTION

Didier ASSOGBA

Patrick NIMA

Pégy

Paul KATASSOLI

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Aïssata TOURE

SECRETARIAT

Carole AGHEY

Rose NYUIADZI

INFOGRAPHIE

AHIALE Raphaël

CARICATURE

DODZI**DISTRIBUTION ET ABONNEMENT**

Tel: 22 36 18 56

ADRESSE

585, Avenue du Grand Séminaire

Hédzranawoé face Ets VINS

D'ITALIE

Tél. : 22 61 12 19 / 22 36 18 56

90 02 76 54

E-mail : togoreveil@togoreveil.info

TIRAGE

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

Service Compris

7e Anniversaire de la disparition du Président Eyadéma
AU DELA DU SOUVENIR, L'APPEL A LA RECONCILIATION



Le dimanche 5 Février 2012, le peuple togolais dans sa majorité s'est souvenu de son Président. Le général Eyadéma est décédé le 5 février 2005, après 38 ans de règne. Des offices religieux ont, entre

Roger Danioué Enseignant chercheur et écrivain
« LE GENERAL ET LE DIPLOMATE »
LE LIVRE EN HOMMAGE A EYADEMA

Le Professeur de Sociologie politique des universités du Togo Roger Danioué vient de publier un livre sur la diplomatie togolaise sous feu Président Gnassingbé Eyadéma. L'ouvrage intitulé « Le Général et le Diplomate » est officiellement sorti le 04 février dernier à la veille de la commémoration de sept ans de disparition de l'ancien président togolais. L'ouvrage de 368 pages retrace la politique extérieure du Togo sous le règne du Général Eyadema jusqu'à la veille de son décès.

Roger Danioué qui avait eu des entrées dans l'entourage du président Eyadéma analyse dans ce livre, la manière solide avec laquelle le Général Président lui-même était au centre des relations extérieures du Togo. « L'ouvrage aborde dans une 1ère partie les fondements philosophiques et historiques de la diplomatie togolaise sous Eyadema, quels sont les contours, quels sont les postulats et les principes généraux qui fondent les relations du Togo avec le monde extérieur. Après nous avons essayé d'analyser la pratique politique sous Eyadema, comment cette diplomatie a été mise en œuvre pour ce qui concerne les relations diplomatiques horizontales avec les pays voisins, avec les pays africains, et la diplomatie verticale qui a concerné les relations du Togo avec les institutions internationales comme l'Union européenne et les grandes organisations internationales », a expliqué l'auteur du livre.

Pour le Professeur Roger Danioué, la diplomatie togolaise avait évolué en

autres, marqué ce 7e Anniversaire.

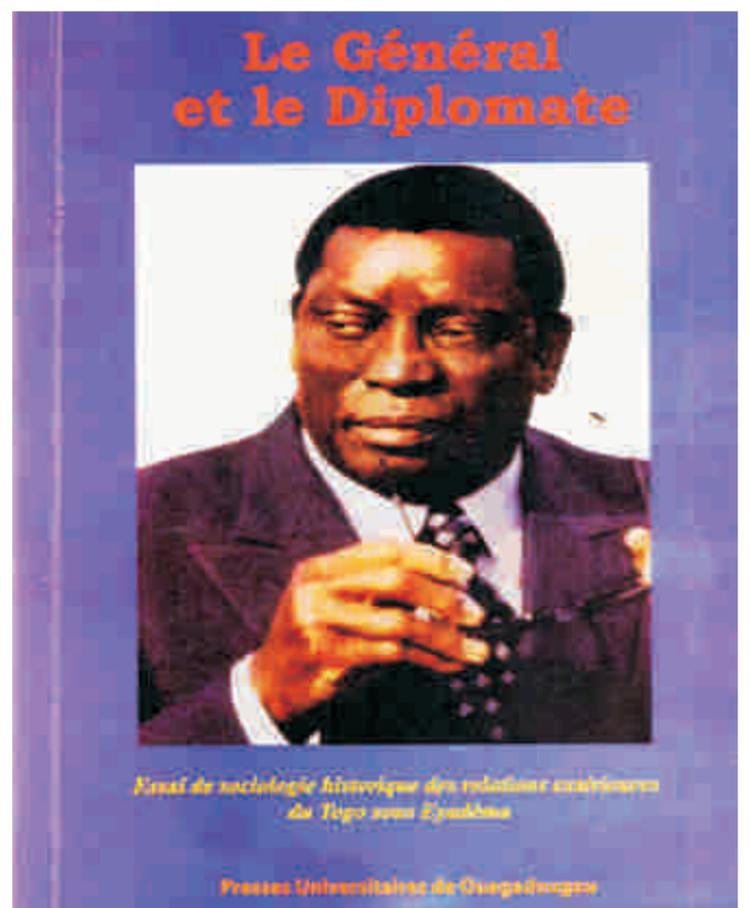
Le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, le Premier ministre Gilbert Fossoun Hounbo, le président de l'Assemblée nationale Abass Bonfoh, les membres du gouvernement et plusieurs autres personnalités politiques, civiles et militaires ont assisté à ces offices religieux au Palais des congrès de Kara.

La veille une grande veillée de prières et de chants s'est déroulée à Pya, village natal du général défunt en présence d'un parterre de personnalités autour de la famille de l'illustre disparu.

Pour les offices religieux de ce dimanche, chrétiens et musulmans se sont succédé à la tribune pour prier pour le repos de l'âme du général défunt et implorer la bénédiction du Seigneur sur le peuple togolais. L'occasion a été une fois de plus saisie pour appeler chaque togolais à s'inscrire sans état d'âme dans le processus de réconciliation en cours dans notre pays. « Nous devons nous regarder en frère et en sœur en nous disant les uns et les autres : tu es ma sœur, tu es mon frère, je dois vivre avec toi en paix » avait déclaré, lors de sa prêche l'Inspecteur Ecclésiastique de l'Eglise Presbytérienne du Togo, le Pasteur Bébépé.

Un peu plus tôt dans la matinée, le Président Faure Gnassingbé a déposé une gerbe sur la tombe du général Eyadéma au caveau familial à Pya.

Germai P.



dents de scie. Elle était d'abord dynamique et active observée entre 1960 et 1980 avant que le pays ne subisse un gel total des relations diplomatiques avec la communauté internationale en 1990. Les efforts du général diplomate avaient commencé par ramener certains partenaires au développement quelques années avant son décès. Le

livre « Le Général et le diplomate » qui met en exergue les forces de l'homme à dialoguer et à promouvoir la paix n'est « ni critique, ni apologue, il est explicatif ». Une diplomatie préventive qui selon l'auteur profite au gouvernement actuel.

Didier ASSOGBA

Affirmations sans fondement dans la presse LES ODDH CONFUSES APRES LA CLARIFICATION APPORTEE PAR L'UE



Depuis que la Commission de l'Union Européenne au Togo est sortie du mutisme après la publication dans une certaine presse d'une série d'articles accusant les partenaires européens de se ranger du côté du pouvoir et d'être très peu préoccupés par la situation des droits de l'homme au Togo, des responsables de certaines Organisations de Défense des Droits de l'Homme (ODDH) se sentent confus et multiplient maladroitement les sorties et occasions pour se justifier et se rattraper devant la délégation de la Commission de l'Union Européenne au Togo qui les a toujours soutenus et qui de tout temps a participé à leurs côtés aux activités de défense et de promotion des Droits de l'Homme. Dans un communiqué de clarification, totalement repris pour vous par votre journal, la Commission de l'UE au Togo a réaffirmé la nécessité de voir se traduire dans la réalité les importantes et fondamentales réformes électorales, sur la base des recommandations des deux missions d'observation de l'UE (MOE-UE) dans un climat de dialogue entre les acteurs politiques du pays. Elle a réitéré son engagement et son soutien à la promotion des droits de l'homme au Togo et dans le monde avant d'indiquer clairement son engagement à accompagner le Togo dans la consolidation des progrès enregistrés depuis 2007 dans les domaines de la démocratie, de la gouvernance et du respect des droits de l'homme. Les responsables des ODDH allergiques aux progrès dont parlent l'UE ont cru devoir affronter l'institution européenne en organisant une nouvelle marche de protestation plutôt que de suivre les propositions de la Délégation de l'UE à Lomé qui les encourageait plutôt à convaincre l'opposition à aller au dialogue avec tous les autres acteurs de la politique togolaise afin de trouver un accord sur les conditions acceptables en vue de l'organisation des prochaines élections. Rattrapées par les déclarations hâtives et destinées à servir une cause qui s'obscurcit de plus en plus du fait d'une confusion dans les missions et les activités des responsables de ces ODDH. Tantôt politiques et anciens militants de l'opposition reconvertis aux droits de l'homme, tantôt avocats et conseillers des clients qui allèguent la violation de leurs droits, les responsables des ODDH font une confusion qui ne finit pas de discréditer la mission habituellement dévolue à leurs organisations. Une grave dérive qu'il faut corriger et la marche de ce samedi risque d'être la dernière avant longtemps.

Patrick NIMA

« Pas un enfant sans acte de naissance d'ici 2017 » UN PROJET DE LA NJSPF OFFICIELLEMENT LANCÉ



Célèbre dans le soutien au Président Faure, la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure s'affirme depuis quelques temps dans le volet socio-humanitaire. Voilà pourquoi Vendredi dernier cette association a lancé son projet « pas un enfant sans acte de naissance d'ici 2017 »

Selon l'article 10 du code de l'enfant adopté en 2007, « Tout enfant a droit à un nom patronymique ou matronymique qui lui est attribué dans les conditions prévues par la loi » or selon le rapport à indicateur multiple publié en 2010, 29,6 % d'enfants ne possèdent pas d'acte de naissance. Ensuite, d'autres recherches dans ce sens ont prouvé que 3 enfants sur 10 en âge scolarisable n'ont pas d'acte de naissance. C'est face à ce tableau très peu reluisant que, la Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure a décidé de combattre ce fléau qui prend des proportions inquiétantes. Vendredi dernier, c'est la ville de Mango qui a servi de point de lancement du projet « pas un enfant sans acte de naissance d'ici 2017 » qui permettra à l'association dirigée

par Noël De Poukn d'éradiquer définitivement le phénomène des enfants sans actes de naissance dans nos sociétés. C'est en présence des Ministres Noupokou Damipi des Mines et de l'Energie, de Brin Bouraïma Diabacté de l'enseignement technique et de Kolani Gourdjigou des infrastructures rurales que le Préfet de la Préfecture de l'Oti, le Lieutenant Colonel Awadé Hodabalo a lancé le projet.

Avant le préfet, le Président National de l'association Noël De Poukn a démontré preuves à l'appui les conséquences du manque de l'acte de naissance chez un individu avant d'annoncer l'ambition de son mouvement qui, à travers ce projet combatta jusqu'à la dernière énergie ce fléau qui retarde les enfants dans leurs études. Au cours de la cérémonie de lancement, 500 actes de naissance ont été délivrés aux élèves de CP1 au CE1 de la région des savanes dans le besoin.

Lors de cet évènement, certaines personnalités parmi lesquels les chefs de canton et de village ont été élevées au rang de « ambassadeur de la NJSPF pour

l'établissement des actes de naissance »

Comme on le voit, ils sont encore des milliers à ne pas disposer de cette pièce vitale pour la survie de l'être et voilà pourquoi le gouvernement togolais doit pouvoir soutenir l'initiative de cette association qui a su déceler le mal et veut le guérir par la racine.

L'équipe de Gilbert Hougbo qui a déjà beaucoup de fardeau sur les épaules pourra instruire les sociétés d'Etat afin que celles-ci aident l'association à bien mener sa mission car, vu l'ampleur de la tâche, l'association ne pourra pas continuer par compter sur ses propres ressources et il va bien falloir que le gouvernement l'accompagne.

Rappelons que le 7 janvier dernier, 500 actes de naissances avaient déjà été délivrés aux élèves du CP1 au CE1 de la préfecture de Vo.

Notons que la NJSPF est un mouvement politique qui soutient la politique du Chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

S.D.

Marches de contestation collective ODDH- Partis de l'Opposition OBUTS ET CDPA ONT PRIS GOUT

Depuis hier les partis politiques de l'opposition, Organisation pour Bâtir dans l'Union un Togo Solidaire (OBUTS) d'Agbéyomé Kodjo et la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA) de Léopold Gnininvi ont invité leurs militants à participer massivement à la marche qu'organisent certaines ODDH demain samedi 11 Février. Cet appel à soutien inattendu a pris de cour certains partis politiques de l'opposition qui avaient été invité le 12 Janvier 2012 lors de la première marche des ODDH. Cette surprise vient du fait que pour sa seconde marche et face aux nombreuses critiques qui leur ont été adressées, les ODDH initiatrices de la manifestation ont pris soin de ne pas inviter les partis politiques à se



joindre à elles, ceci en vue de donner une petite crédibilité à la manœuvre politique et économique savamment couverte par le noble idéal des droits de l'homme. Mais c'était mal connaître une partie de l'opposition togolaise qui y a trouvé l'occasion inespérée pour se



repositionner politiquement en s'offrant un léger bain de foule suivi d'un baume de radicalisme comme ça se fait depuis que l'ANC a obtenu pour certains togolais le droit de faire des marches leur principale activité même les jours ouvrables. Agbéyomé Kodjo et Léopold Gnininvi qui n'ont pas

d'habitude 1500 personnes derrière eux se sont portés volontaires, malgré le silence des ODDH, pour aider à la mobilisation. Les deux leaders ont pris goût et n'entendent pas s'arrêter à la seule expérience du 12 Janvier. Dans leur entourage, on affirme même qu'ils sont prêts pour accompagner les ODDH tous les mois si elles le souhaitent.

Jean Pierre Fabre de l'ANC avait donc raison quand il accusait les autres partis politiques de l'opposition de ne pas être de vrais partis politiques parce qu'ils n'organiserait ni marches de protestation, ni meetings. Les Organisations de Défense des Droits de l'Homme ont détourné OBUTS de ses séances mensuelles de prières pour un éclatement plus

visible dans les rues. Quant à la CDPA c'est un retour en force dans les rues après le malheureux épisode de la grève générale illimitée dont elle traîne encore les casseroles aujourd'hui. Et si toute l'opposition veut marcher aujourd'hui, c'est aussi et surtout parce qu'elle veut rattraper l'ANC et les kilomètres qui les séparent en terme de popularité. Rendez-vous lors des législatives de cette fin d'année pour mieux apprécier l'impact politique des marches sur l'aura des partis politiques qui en ont fait une stratégie de conquête populaire. Mais en attendant, on appréciera l'effort de mobilisation de ces deux partis à la marche de demain.

Patrick NIMA

Retour triomphal du PDP au CPDC

BASSABI KAGBARA A CELEBRE SON « 2 FEVRIER »



Depuis le démarrage, le 8 septembre 2011, des travaux du CPDC rénové, les principaux acteurs associés n'ont pas manqué d'occasion de faire parler d'eux. Boycott, dénonciation, retrait temporaire et autres va- et- vient. Chacun y allait de son inspiration et c'est ainsi qu'au moment des débats sur le choix du mode de scrutin, le PDP et son Président Bassabi Kagbara ont décidé de prendre le large comme la CDDA., estimant que le scrutin à deux tours était "le minimum des évidences" sur lequel les membres du Cadre devraient s'accorder. On en était là quand subitement, lors de la séance du 02 Février 2012, le Président Bassabi KAGBARA a fait son retour triomphal, tout souriant pendant la séance qui a tablé sur le redécoupage électoral, à la révision du fichier électoral et à la recomposition de la CENI. « Sur ces questions, le PDP ne compte pas laisser le pouvoir RPT seul décider de la règle du jeu. Le parti a décidé d'être

présent et d'agir avec la pression nécessaire afin d'obtenir un redécoupage électoral digne objectif et juste, une CENI représentative et permettre ainsi entre autre au CPDC rénové de réussir la mission que lui a confiée l'APG » indique une déclaration du parti pour expliquer ce retour et éviter des critiques. Hier encore à l'issue de la 18e séance qui a beaucoup plus porté sur les modalités de compilation des conclusions obtenues jusqu'ici et d'autres sujets d'intérêt national, le Président du PDP est revenu en d'autres termes sur son retrait provisoire et son retour triomphal, toujours avec le même sourire malin qui semble narguer les autres absents. C'est un Bassabi Kagbara tout satisfait qui déclare sur une chaîne de télévision locale : « Le CPDC avait perdu du crédit en nous faisant traîner...C'était pour accélérer les travaux, pour qu'on change le rythme des travaux. Vous voyez en deux semaines (Ndlr: avec son retour au CPDC), nous avons accompli un grand travail et tout va bien ». Si le Président du PDP est un accélérateur de travaux, que dire alors de Nicolas LAWSON qui fait preuve d'une grande assiduité depuis son retour aux travaux ?

Germain P.

Assurance maladie au Togo LES PRESTATIONS DEBUTENT DES LE 1er MARS 2012

L'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) annonce le début de ses prestations pour le 1er mars prochain sur toute l'étendue du territoire national et les assurés de cette institution étatique « pourront commencer à bénéficier des prestations dans des formations sanitaires conventionnées ». Cette annonce a été faite le mardi dernier par Dramane Adam Batchabi, le conseiller technique de l'Institut National d'Assurance Maladie (INAM) au cours de la cérémonie officielle de lancement de la distribution des kits de prestations et le démarrage des prestations de l'INAM. Ils seront 50 milles agents de l'Etat à goûter au délice de l'assurance maladie ainsi que cinq membres de leur famille. Le traitement de leurs dossiers vient de prendre fin. La distribution des kits a déjà démarré depuis le 7 février dernier.

Toutes les prestations des services de santé seront couvertes par l'INAM à l'exception des évacuations à l'étranger. La sortie de l'INAM répond aux inquiétudes de certains responsables syndicaux qui disent ne pas comprendre les prélèvements continue qui se font sur les salaires des agents de l'Etat depuis huit mois maintenant sans pouvoir bénéficier des services de l'INAM. «La condition est que l'assurée soit détenteur d'un kit de prestation. L'INAM vient de lancer la phase de kit de prestation aux assurés. Pendant tout le mois de février, cette phase sera menée avec succès pour qu'au 1er mars, chaque assuré puisse être détenteur de son kit de prestation pour qu'en cas de maladie, les assurés puissent se rendre dans des structures sanitaires pour bénéficier des prestations. Ces kits sont distribués sur toute l'étendue du territoire et les opérations sont menées par les délégations régionales de chaque région », a expliqué M. Batchabi. Les agents de l'administration togolaise seront pris en charge dans les hôpitaux pour plusieurs prestations dont la consultation, l'hospitalisation, les médicaments, les analyses médicales et de radiologies encore appelées imageries médicales. L'INAM aura à payer 80% des prestations aux assurés qui prendront eux-mêmes en charge les 20% restants. L'INAM fonctionne sur la base du système du tiers payant. Les taux de prise en charge varient entre 80 et 100% selon les frais de prestations. «La mise en service de l'INAM va augmenter la fréquentation sanitaire, qui est actuellement de 30%, diminuer le risque financier des ménages face à la maladie. Les assurés ont même la possibilité de se plaindre aux cas où ils ne sont pas satisfaits par les prestations fournies par les structures sanitaires partenaires de l'INAM», souligne Dr Essotoma, Conseiller sanitaire de l'INAM. Les services de l'INAM vont démarrer avec les kits provisoires. Les kits définitifs seront produits progressivement.

Didier ASSOGBA

Agriculture

LE PNIASA A PRIS SON ENVOL À PARTIR DE NOTSÉ

Février 2012 aura été le bon moment choisi par le Programme National d'investissement Agricole et de Sécurité agricole pour sa mise en marche. De réglages en réglages, de retouches en retouches et de report en report, le PNIASA vient de prendre son envol à partir de la Cité historique de Notsé. Son lancement officiel a eu lieu hier jeudi 09 février à la place de l'indépendance de la ville de Notsé. C'est le Premier Ministre Gilbert Fossoun Hounbo qui a présidé la cérémonie de lancement au nom du Président de la République. L'appel lancé aux producteurs et aux partenaires financiers du Togo au dernier Forum National du Paysan Togolais en 2011 de rassembler les forces pour la mise en oeuvre du Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire semble avoir un écho favorable surtout auprès de certains partenaires au développement du Togo qui ont accepté soutenir le pays dans le domaine agricole. « Le lancement du PNIASA marque un pas de plus dans la longue lutte engagée depuis quelques années pour redonner au monde agricole la place centrale qu'il occupe dans la vie nationale de notre pays. C'est une ère nouvelle pour nos concitoyens du monde rural. », a laissé entendre le Premier Ministre Gilbert Hounbo. Le Togo est depuis hier le premier pays de la sous région ouest africaine à avoir procédé à la mise en oeuvre de son programme national d'investissement agricole. Le PNIASA dont le coût total de la mise en oeuvre est d'environ 600 milliards a un objectif précis, celui d'accroître à l'horizon 2015, le revenu des exploitants agricole et de contribuer à l'amélioration de la balance commerciale et les conditions de vie des ruraux. Le Monde agricole contribue pour plus de 40% au PIB national. « L'économie togolaise est tributaire de la population nationale. Le gouvernement pour sa part respectera son engagement de consacrer au moins 10% du budget national au secteur agricole. » a assuré Gilbert Hounbo. Le PNIASA est un programme qui s'articule autour de cinq sous-programmes que sont, les productions végétales et infrastructures rurales, les productions animales, les productions halieutiques, la recherche et les conseils agricoles et la Coordination sectorielle et le renforcement institutionnel. L'ambitieux programme qui vient d'être lancé officiellement et dont la mise en oeuvre cours jusqu'en 2016 a également pour but de faire de



l'agriculture togolaise, le moteur de croissance économique par l'atteinte de 6% de croissance annuelle. Cela passera par l'allocation de 10% du budget national au secteur agricole conformément aux engagements pris par les Chefs d'Etat à Maputo en 2003. Notre pays le Togo est visiblement sur la bonne voie. « Le gouvernement n'a pas attendu le PNIASA pour engager des réformes dans le secteur agricole. La démonstration est aussi faite par le gouvernement à travers la stratégie de relance du secteur agricole.(...) Désormais seul cadre du financement agricole, le PNIASA prendra en compte progressivement tous les projets », a déclaré le Ministre Messan Kossi Ewovor. «Le PNIASA est un ambitieux programme qui a été évalué en son temps à près de 600 milliards. Et avec l'appui des partenaires techniques et financiers, 10% du budget sont déjà mobilisés.» selon le Ministre Ewovor de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche qui n'a pas manqué d'appeler les partenaires financiers qui sont engagés dans le financement du programme à apporter le part et d'en appeler aux partenaires qui sont encore réticents à prendre le train en marche. Le ministre a rappelé aux producteurs et productrices que le PNIASA est un vaste projet qui demande assez d'efforts de leur part. Plusieurs partenaires techniques et financiers du Togo ont fait le déplacement de Notsé pour témoigner leur soutien au Togo. Au rang de ces partenaires, il y avait naturellement l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Banque Mondiale, le PNUD, la CEDEAO, l'UEMOA etc. La cérémonie a pris fin avec le dévoilement de la plaque officielle du lancement du PNIASA et la remise symbolique des kits aux producteurs.

De Notre Envoyé Spécial à Notsé
Didier ASSOGBA

Le Civisme Aujourd'hui

EVITONS LA SURCHARGE SUR LES ROUTES



La surcharge est une pratique dangereuse que tout conducteur a le devoir de cesser pour ne pas s'exposer à la rigueur de la loi. C'est un constat que la surcharge est devenue le sport favori auquel se donnent plusieurs taximen et transporteurs sur le réseau routier togolais. Malgré plusieurs actions menées par les autorités en charge de la sécurité, le phénomène perdure même à Lomé et prend une proportion inquiétante dans les localités reculées.

A Lomé, ce sont les taximen qui s'adonnent à la surcharge avec leur système inventé qu'ils ont dénommé « 4-2 ». Ce système consiste à prendre sept

personnes dans une voiture de cinq places. Dans les localités reculées et sur les routes de l'intérieur, la surcharge est devenue presque la règle dans le transport en commun. Alors que le ministre des transports et le gouvernement ont plusieurs fois mené des actions de lutte contre le phénomène. La surcharge est souvent à l'origine de plusieurs accidents meurtriers qui ont coûté la vie à plusieurs compatriotes. Comme telle, la surcharge cause plus de problèmes qu'elle ne résout les manquements financiers de ceux qui s'y adonnent.

En tant que citoyens, il nous incombe de bannir cette pratique sur nos routes pour circuler en sécurité. Que l'on soit transporteur et passagers, chacun a son rôle à jouer pour lutter contre la surcharge. Au niveau des conducteurs, il est important de penser à la vie des autres avant de procéder à une surcharge en circulation. Quant à vous chers passagers, vous pouvez refuser de rentrer dans une voiture en cas de surcharge. La vie humaine est chère et ne s'achète d'ailleurs sur aucun marché. En tant que citoyen on peut également dénoncer les contrevenants aux forces de l'ordre. Parlant des forces de l'ordre, nous reviendrons sur leur rôle dans cette même rubrique la semaine prochaine.

La Rédaction

6 milliards de francs CFA pour revitaliser l'institution IDH, DE L'EFFONDREMENT A LA RESURRECTION

Les adhérents de IDH micro finance ont exprimé il y a de cela une semaine et demie leur mécontentement en bloquant le passage à hauteur du siège de l'institution à Casablanca. Ils réclamaient la rétrocession de leur épargne bloquée depuis plus de deux ans dans les comptes de IDH micro finance Vovo. Il faut noter que la crise qui touchait à l'origine près de 40000 adhérents sur toute l'étendue du territoire se localise aujourd'hui au sein de Vovo, la plus grande coopérative d'épargne et de crédit au sein de l'empire IDH Micro finance. Longtemps, ignorée, la direction de Vovo, dirigée d'une main de fer par l'ancien préfet du Vo, M. DZAMADO Mawuli se révèle aujourd'hui le point d'achoppement dans cette longue crise. Selon des agents au sein de cette direction, le prolongement de la crise est dû à la gestion cavalière qu'il fait de cette institution avec l'aide de son directeur d'exploitation, mettant sur la touche son directeur financier qui aurait jeté l'éponge emportant avec lui l'un des comptables. Aujourd'hui, les choses tourneraient au ralenti au sein de Vovo, tandis que dans les autres mutuelles du réseau IDH Micro finance, elles ont repris et atteint une vitesse de croisière. Il faut signaler selon les agents d'IDH, que le Directeur de Vovo n'apprécie guère l'administrateur provisoire désigné par le gouvernement en la personne de M. Mablé. Pour preuve, les rapports conflictuels entre ce dernier et le Directeur de Vovo qui n'a jamais accepté se



soumettre aux décisions provenant de l'administrateur. Pourtant, l'administrateur provisoire fait quand même du bon travail, puis qu'il aurait réussi à négocier, avec la caution de l'état, un financement de 6 milliards de nos francs avec les partenaires d'IDH. Les fonds de ce financement devraient être décaissés au cours des mois de juin et juillet. Tout serait donc fin prêt pour que les adhérents puissent entrer dans leurs droits. Mais, comme très souvent dans notre pays, dans de telles situations on a vite fait de trouver un bouc émissaire selon les couleurs du problème, sans chercher ses tenants et ses aboutissants. Dans le cadre actuel, il s'agit de Kwassi Klutsè, le bienfaiteur d'hier devenu l'ennemi public numéro un d'aujourd'hui. Mais au fait qu'a fait l'homme ? Quelle est sa réelle part de responsabilité dans l'effondrement d'un empire qu'il a bâti de ses mains ? Ministre sous Edem Kodjo puis premier ministre en remplacement de ce dernier, il finit dans l'ombre comme promoteur d'initiative privée. C'est un idéaliste qui œuvre pour donner à l'homme les moyens nécessaires

pour exploiter son capital humain en vue de son épanouissement. C'est d'ailleurs dans cette vision qu'il a créé le vaste réseau Investir Dans l'Humain. Mais aujourd'hui, l'homme à la moustache toujours alerte est devenu l'ennemi public numéro un. Pourtant, ses objectifs en fondant IDH étaient nobles. Une investigation dans l'affaire IDH Micro finance nous prouve qu'en dehors de sa responsabilité morale, même si l'homme n'est pas blanc comme neige, il a été victime de la cupidité et de la voracité de certains de ses agents. Les rumeurs les plus folles ayant circulé sur l'homme et sa famille faisaient état de son fils qui aurait aidé à piller le capital d'IDH Micro finance par son train de vie. Nous ne pouvons pas affirmer de son innocence dans cette histoire mais nos investigations nous ont montré que plusieurs gérants des agences ce sont salis les mains. Profitant de l'immensité de l'empire IDH et de l'absence de contrôle réels, ils ont pillé l'institution. Organisés en réseau avec des clients, ils procédaient à des retraits hors zone en modifiant à leur niveau les avoirs des clients dans les livrets et les envoyaient dans des agences lointaines pour des retraits. Ils ont ainsi pu détourner de fortes sommes des comptes de l'institution. Ils sont aujourd'hui dans la nature et seraient parmi ceux qui intoxiquent l'information en appelant à la vindicte populaire contre la personne de Kwassi Klutsè, puis que de sa condamnation viendra leur salut.

Pablo ZOUBE

Amélioration du réseau de transport urbain 60 NOUVEAUX BUS DEJA RECEPTIONNES



Les autorités gouvernementales ont réceptionné la semaine dernière 60 bus flambant neufs en provenance de la Chine. Elles avaient déjà reçu 5 bus livrés à l'occasion du sommet ACP-UE à Lomé en novembre dernier. Ce grand effort fourni par le gouvernement et qui a coûté la bagatelle somme de 3 milliards de nos francs permettra de développer le réseau de transport urbain. Dans cette perspective, la société SOTRAL avait déjà lancé en 2008 le premier réseau public de transport dans la capitale avec des bus fournis par la ville de Lyon. C'est donc cette même société qui va se charger de mettre en place les lignes desservant le cœur de la ville de Lomé et ses banlieues. Avec cet arrivage, sept lignes à savoir Adawlato-zanguéra, Adawlato-Terminal du sahel, Adawlato- Avepozo, Adawlato-Kégué, le boucle de Kodjoviakopé, Adido-Adin-Ecole française en passant par les pavés d'Aflao-Gakli et par l'avenue François Mitterrand vont se créer. Cette initiative du gouvernement permettra de réduire le coup du déplacement, et amener la population urbaine à se déplacer confortablement.

London KAWANA (stagiaire)



COMMUNIQUE

TOGO TELECOM INFORME SON AIMABLE CLIENTELE QU'EN DEBIT DE LA DIVERSIFICATION DE SES LIAISONS INTERNATIONALES, SON SERVICE INTERNET SUBIT DES PERTURBATIONS DEPUIS QUELQUES JOURS. CES PERTURBATIONS SONT DUES A UNE DEFAILLANCE TECHNIQUE SUR LES LIAISONS VIALE BENIN ET LE GHANA.

TOUTES LES EQUIPES TECHNIQUES SONT A PIED D'ŒUVRE POUR RETABLIR LA SITUATION DANS LES PLUS BREFS DELAIS.

TOGO TELECOM VOUS PRESENTE SES EXCUSES POUR LES DESAGREMENTS ET VOUS REMERCIE D'ORES ET DEJA DE VOTRE AIMABLE COMPREHENSION

LA DIRECTION GENERALE

Les mutilations génitales féminines LES VRAIES FACETTES D'UN PHENOMENE HONTEUX

Cette pratique, selon le nom qu'on lui donne constitue aujourd'hui une épine profondément plantée dans le dos de l'humanité dite civilisée. C'est un acte barbare qui sévit encore dans le monde actuel. C'est pour essayer de l'enrayer que la date du 06 Février a été retenue pour marquer les esprits et leur rappeler que malgré tant de progrès, l'humanité ne doit pas se voiler la face devant ce phénomène qui de nos jours est pratiqué dans 28 pays du monde et touche 75 millions de femmes.



Ces opérations sont souvent effectuées par une femme du village, une matrone ou tradipraticienne. La matrone utilise pour l'opération des couteaux spéciaux, des lames de rasoir ou des tessons de verre. Ce qui n'est pas sans conséquence pour la santé des jeunes filles.

L'Afrique garde pour elle une grosse part de ce gâteau pourri avec les pays comme le Kenya, le Sénégal, la Guinée, la Sierra Léone, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Ghana, le Nigéria, le Togo, la Somalie, l'Éthiopie, l'Erythrée, le Djibouti, le Soudan, le Sud de l'Égypte, le Mali et la Mauritanie. Dans le reste du monde, les pays arabes se partagent le premier rôle dans le domaine des mutilations. Au Togo, la région centrale se distingue dans cette pratique rétrograde, mais il faut aussi signaler qu'elle est en vogue dans beaucoup d'autres régions. Pour essayer d'endiguer le phénomène, l'Etat a mis au point une loi qui punit de 2 à 5 ans de prison tout contrevenant. A l'ère où l'homme explore de nouveaux horizons, il montre par cette pratique qu'il a encore en lui des traces de barbarie.

Paul Katassoli

féminins pour des raisons culturelles ou autre raison non thérapeutique. Ces mutilations revêtent plusieurs formes selon l'endroit où l'on se trouve. On parlera ainsi de la clitoridectomie ou ablation du clitoris qui est la forme la plus légère et aussi la plus répandue dans les pays sahéliens à l'exception. Vient ensuite l'excision ou l'ablation des petites lèvres, souvent suivie de la clitoridectomie. Les autres formes connues sont l'infibulation pharaonique, l'incision et atrophie du clitoris et/ou des lèvres en piquant et en perçant ou en massant le clitoris du bébé afin de le rendre insensible, la cautérisation par brûlure du clitoris et des tissus environnants, l'étirement, élongation du clitoris et des tissus environnants et le grattage, raclage ou coupure du vagin et des tissus environnants.

En effet, chaque année, 2 millions de filles subissent une mutilation génitale féminine quelle que soit sa forme. Souvent désignée sous le nom d'excision, les mutilations sexuelles ou mutilation génitale féminine selon la terminologie officielle retenue par l'Unicef, sont des blessures dans la partie génitale de la femme. L'excision, aussi appelée clitoridectomie consiste en l'ablation du clitoris, y compris souvent les petites lèvres et parfois toute la partie externe de l'organe génital féminin, à l'exception des grandes lèvres. Les mutilations génitales féminines signifient donc toutes les procédures ou blessures qui modifient une partie ou la totalité des organes génitaux

LE CONCEPT « TODEKAVIWO » A REUSSI SA JOURNEE DE JEUNE ET PRIERE POUR UN MEILLEUR TOGO



« Notre vision pour cette année est d'implorer la miséricorde divine pour que le Tout Puissant puisse veiller sur le Togo et aider les autorités à mieux gouverner » a déclaré l'animateur évangéliste Edouard Koffi GNAMAVO alias Tonton Edouard de la radio de l'évangile (JVA) alors Président de l'association Todekaviwo (enfants d'un même père).

C'était le vendredi 27 janvier 2012, que, cette journée nationale de jeûne et prière et d'action de grâces baptisée « la sainte convocation » a été commémorée au Palais des Congrès de Lomé en deux phases : la première a accueilli les pasteurs – révérends – évangélistes – prophètes bref tous les Hommes de Dieu entre 16 heures et 19 heures. Ces hommes de Dieu en présence des autorités administratives ont prié et imploré la bénédiction du Seigneur pour un Togo uni, prospère et juste. L'évangile a été tiré du passage biblique Nombres 29 verset 7.

Il faut retenir aussi que la consœur, la Prophétesse Esther Aminata ADROU (TVT) avait révélé un message que le Togo est une nation bénie de Dieu et qu'elle fait partie des grandes nations comme l'Israël, le message invitait aussi tout le peuple togolais à savoir que c'est Dieu qui donne, qui bénit, qui assiste et qui guide sans attendre l'autorisation de qui ou quoi que ce soit, car il est ce qu'il est.

Cet après-midi était placée sous la direction d'un collège de pasteurs venus de presque toutes les églises, ministères et fédérations du Togo qui en présence des fidèles, des curieux ont supplié et rendu grâce à Dieu pour toutes ses bienfaits. Une série de prières soutenue et entrecoupée momentanément par la prestation live de l'orchestre Todekaviwo avait été faite pour la repentance des péchés, pour le pouvoir exécutif, les membres du gouvernement, les institutions du pays. La deuxième phase qui s'était déroulée au-delà de 22 heures à presque 5 heures du matin consistait uniquement à une veillée de prière qui a été conduite par l'initiateur, l'évangéliste Tonton Edouard qui était assisté par une interprète. Le texte biblique livré à une foule nombreuse de tout l'œcuménisme toujours dans la salle de spectacle du Palais des Congrès de Lomé était extrait de l'évangile selon Luc chapitre 5 : les versets 17 à 26. Chants, danses, louanges, adorations, prières, paroles prophétiques, offrandes et délivrances tenaient le public en haleine qui n'avait de bouche que pour répondre : Amen !

Ceux qui étaient présents avaient vu, ce vendredi 27 janvier 2012, des choses extraordinaires se passer dans leur vie, tel cet homme paralysé à qui le Seigneur Jésus Christ a dit : « tes péchés te sont pardonnés, je te dis, lève-toi, prends ta civière et vas dans ta maison ».

L'orchestre Todekaviwo mis à part ses prestations live cette nuit là avait partagé le podium avec d'autres chantres, artistes gospel qui ont exprimé leurs joies à Dieu, bref c'était du réussi malgré quelques blocages organisationnels voire même spirituels mais là c'est aux organisateurs de nous le confirmer. L'assistance était partie très satisfaite et avait été d'accord que de telles séances se répètent au moins tous les 3 mois. Qu'il en soit ainsi pour un bon devenir du Togo et son peuple. Dieu, siège vraiment dans les louanges, adorations et prières.

L. Y

CULTURE TOOFAN LANCE "Fo Mapelé", SON PROCHAIN CLIP DANS QUELQUES JOURS



Après leur dernier single "Africa Oyé" conçu pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2012), Master Just et Barabas - les deux "enfants" terribles du groupe TOOFAN - sont encore au Labo pour un nouveau clip baptisé "Fo Mapelé". Il s'agit d'un featuring avec l'artiste de la chanson ivoirienne Charly. "Le clip a été réalisé à Abidjan où le groupe TOOFAN a séjourné pendant plus de deux semaines", a déclaré l'un des responsables du Groupe. "Ce clip passera en exclusivité sur les grandes chaînes de télévision, juste après la Coupe d'Afrique des Nations", a-t-il souligné.

"Fo Mapelé" est un mélange de sons, le tout dans un rythme fortement dansant où le grand public découvrira notamment de jeunes ivoiriennes très folles du "Cool catché". Le "Cool catché" est une danse très originale créée par le groupe TOOFAN et qui fait bouger toutes les boîtes de nuit du pays. Rappelons qu'après la CAN, le groupe TOOFAN fera une tournée nationale assortie de concours de cette danse dans les 5 régions du pays. Ensuite Master Just et Barabas se produiront le 12 Août prochain au stade de Kégué, le plus grand stade du pays en présence de grands promoteurs de la sous-région tels que Didier Bléou de la Côte d'Ivoire et Jac Prince du Burkina Faso.

(Source savoirs)

Culture THE SEEDS AU PALAIS DES CONGRÈS LE 18 FÉVRIER



Les six membres du groupe The SEEDS tiendront en haleine le public loméen au cours d'un méga concert le 18 février prochain au Palais des Congrès de Lomé. Le groupe revient d'un long séjour aux Etats-Unis d'Amérique et va démontrer sa maturité. The SEEDS qui a l'habitude de puiser ses rythmes dans le répertoire musical national va donc monter sur scène pour la première fois après son expédition américaine pleine de succès. Le concert du 18 février sera l'occasion pour le groupe The SEEDS de dévoiler le contenu de son nouvel album dont le morceau phare appelle au pardon et à la réconciliation. Des indiscretions annoncent la sortie officielle de l'album, le 3e de ce groupe après le concert du 18 février.

Aux Etats-Unis d'Amérique les membres du groupe The Seeds ont suivi le pas du haut niveau et

démontrer leur talent tout comme leurs compatriotes du groupe Toofan avant le retour à Lomé. Le groupe The Seeds, est sans conteste l'un des porte-étendards de la musique togolaise. Ce groupe s'ouvre à plusieurs courants musicaux et vogue entre tradition et modernité. Le troisième album dont plusieurs chansons seront servies en exclusivité le 18 février est estampillé « INSPIRATION ». Un album réalisé en collaboration avec le chanteur congolais Lukua Kanza. Un 3e album qui marque l'âge de maturité du groupe. Sur cet album, on note des chansons individuelles de certains membres du groupe comme Men-Ly, Natasha, Senza. Après ce concert qui se veut totalement live le groupe s'envolera de nouveau pour une tournée au Japon.

Didier ASSOGBA

LE COMITÉ "NIBOMBÉ WAK UP" APPELLE LES BONNES VOLONTÉS À L'ACTION

<http://www.togoportail.net/Le-Comite-Nibombe-wak-up-appelle>



L'un des plus grands gardiens de but qu'aura connu l'équipe de football du Togo est souffrant. Pour venir en aide à cet illustre ambassadeur, le comité de soutien « Nibombé wak up » invite les togolaises et togolais à faire des gestes du 03 février au 3 mars 2012.

Il suffit d'envoyer NIB au 5001 quel que soit l'opérateur de téléphonie mobile. Vos dons sont également attendus à la Radio Canal Fm, au siège de Forum de la semaine et à la librairie Harmattan. Faites aussi des virements au numéro de compte à l'ordre de Nibombé waké : 46002150000 à la Banque Atlantique. Rappelons qu'une conférence de presse est prévue pour samedi selon les informations recueillies sur la page facebook de Gerry Taama.

CAN 2012 LA CÔTE D'IVOIRE PLUS QUE JAMAIS PROCHE DE SON 2e SACRE

Démarrée à Malabo en Guinée Equatoriale, c'est à Libreville au Gabon que la CAN 2012 va refermer ses portes. La CAN qui s'est ouverte depuis le 21 janvier dernier est en train de tendre lentement mais sûrement vers sa fin programmée pour le 12 février prochain avec la grande finale qui va se disputer entre les deux vainqueurs des matchs des demi-finales. Ce sera au terme de la finale dont l'affiche est bien connue depuis le mercredi 8 février dernier, au terme des deux matchs des demi-finales qui se sont disputés entre la Zambie et le Ghana d'une part et entre la Côte d'Ivoire et le Mali de l'autre. La domination ghanéenne face aux Chipolo Polo s'était révélée stérile puis que ce sont les Zambiens qui avaient réussi à trouver les profondeurs des filets du portier ghanéen. De la même façon, les efforts des maliens se sont révélés vains face à l'armada offensive de la Côte d'Ivoire qui l'avait emporté sur un score de 1 but à 0.

Après l'élimination du Ghana et du Mali en demi-finale, ce sont finalement la Zambie et la Côte d'Ivoire qui vont disputer le trophée de cette 28e édition de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2012. Le Ghana considéré pendant longtemps comme un sérieux prétendant au titre de champion cette année ne peut que se consoler le samedi prochain avec la petite finale qu'il disputera face au Mali. Un remake de leur rencontre de poule. On se rappelle que ce sont les ghanéens qui l'avaient emporté sur un score de 2 buts à 0.

La CAN de cette année est l'une des plus surprenantes que l'Afrique a connues. Les surprises de la CAN continuent jusqu'en final où personne n'attendait l'équipe de la Zambie qui a su déjouer tous les pronostics des analystes de football. Mais la Côte d'Ivoire qui est la seule équipe à pouvoir garder son statut de favorite jouera ce dimanche pour un deuxième sacre continental après celui de 1992. Après la finale jouée et perdue en 2006 face aux Pharaons d'Egypte, c'est seulement cette année que les Eléphants de la Côte d'Ivoire sont beaucoup plus proche d'un autre trophée. Si en 2006, ils avaient butté sur une équipe compacte de l'Egypte qui les avait battus aux tirs au but, les Ivoiriens peuvent se dire que cette fois-ci est la bonne. Mais attention à une surprise zambienne comme cela a été le cas avec le Ghana en demi-finale le mercredi dernier.

Dias MISSOKO

Sénégal CINQ LEÇONS POUR UNE CRISE

L'historien Mamadou Diouf est l'un des intellectuels africains majeurs. Directeur du département d'études africaines de l'université Columbia (New York), il livre ici une réflexion radicale et engagée sur son pays, le Sénégal, au bord du gouffre.

Le Sénégal est à l'affiche de l'actualité internationale depuis plusieurs semaines. Plusieurs raisons à cette situation : la candidature de l'artiste sénégalais le plus célèbre, Youssou N'Dour, et son invalidation par le Conseil constitutionnel ; la proclamation des candidats retenus pour l'élection présidentielle du 26 février 2012 ; les manifestations contre la validation de la candidature du président sortant, Abdoulaye Wade, qui secouent les principales villes du Sénégal. Ces manifestations, brutalement réprimées par la police, ont déjà entraîné blessures et morts d'homme. La principale revendication des manifestants recrutés parmi les associations de la société civile et des partis d'opposition, les jeunes en particulier, est la non-participation du président Abdoulaye Wade, candidat du Parti démocratique sénégalais (PDS) à la prochaine élection présidentielle. Ils fondent cette revendication sur la Constitution, dont ils demandent le respect. Incidemment, ils font état de l'âge du président (86 ans), de sa gouvernance familiale, de la corruption et de ses tentatives de faire de son fils Karim son successeur.

La crise qui secoue le Sénégal est paradoxalement l'ultime hoquet de l'alternance démocratique intervenue en 2000, suite à la défaite du président Abdou Diouf et de son parti, le Parti socialiste, qui était alors au pouvoir depuis 1960. L'absence d'un projet politique cohérent et la faiblesse de la coalition qui a porté Wade au pouvoir, l'opportunisme de certains de ses segments, la transhumance et le recours systématique à la corruption et à la violence ont très rapidement transformé le rêve de revitalisation de la démocratie sénégalaise en cauchemar. La coalition politique de l'alternance a explosé en mille morceaux ; le PDS s'est emparé du gouvernement, de l'appareil d'Etat, de l'administration et des Assemblées, tout en s'assurant la loyauté de la magistrature, de l'armée, de la police et des marabouts par des faveurs matérielles qui ont déséquilibré l'architecture et le fonctionnement de l'Etat tout en érodant l'éthique sociale et la morale publique. Pire, l'Etat est devenu familial et mafieux.

Le président Wade s'est mis à tisser sa toile, avec patience et constance, déstabilisant les

institutions politiques, juridiques et administratives, pour confier le pouvoir à sa famille, usant et abusant de la police et de la magistrature pour mettre au pas ou en prison les opposants politiques, les dissidents, les anciens alliés devenus adversaires et ennemis, les entrepreneurs et les animateurs de la société civile.

Analyser minutieusement les tours et détours de la construction du pouvoir de Wade doit précisément constituer la base de toute réflexion qui se préoccupe de la sortie de crise. La question qui doit alimenter cette réflexion est la suivante : quelles sont les conditions pour clore cet épisode de l'alternance démocratique, ses dérives, ses abus et sa violence ? Répondre à cette question exige d'aller au-delà de la crise actuelle, c'est-à-dire de repenser les institutions et les pratiques politiques pour remettre en marche une machine politique créative, stable, pluraliste et tolérante afin d'assurer la pérennité d'une société sénégalaise ouverte et démocratique.

Son axe d'ordonnement doit être une nouvelle Constitution, écrite par l'Assemblée nationale et non par la présidence de la République, suivant les principales conclusions des Assises nationales, en s'écartant résolument des précédentes Constitutions, inspirées de la Constitution française de 1958, trop présidentialisée et bonapartiste.

Pour ouvrir la discussion, nous proposons de retenir les cinq principales leçons suivantes :

Leçon 1 : Les conditions d'une élection présidentielle, libre et transparente, dans les trois ou quatre prochaines semaines ne sont pas aujourd'hui assurées. S'il est indispensable d'appliquer la Constitution et d'invalider pour des raisons légales et éthiques la candidature du président Wade, il n'est pas possible de ne pas assurer la présence d'un candidat du PDS à l'élection présidentielle. La difficile situation dans laquelle se trouve aujourd'hui le parti majoritaire signale les deux grandes faiblesses des partis politiques sénégalais : l'impossible passage d'une génération à l'autre et la profondeur du déficit démocratique qui caractérise leur vie interne.

Leçon 2 : L'élection présidentielle devrait être reportée aux mois de juin-juillet 2012. Elle devrait se tenir en même temps que les élections législatives. Le couplage des élections aiderait à réduire considérablement le coût des opérations électorales. Ouvertes aux candidatures indépendantes, les élections législatives de juin

doivent être organisées exclusivement sur la base des circonscriptions électorales, le nombre de députés ne devant pas dépasser 100, et leur rémunération s'établissant exclusivement sur la base de leur participation aux sessions parlementaires. De telles conditions, me semble-t-il, peuvent assurer une coloration pluraliste de la chambre.

Leçon 3 : La nouvelle Assemblée aura pour principale mission, dès son élection, d'élaborer une nouvelle Constitution. La promulgation de cette nouvelle Constitution devrait intervenir avant la prestation de serment du président élu. Deux des responsabilités de la nouvelle Assemblée nationale seront : la mise en place d'un arsenal juridique et politique pour garantir le contrôle de l'exécutif et le droit de mettre en accusation et de destituer le président de la République en cas de faute grave ; l'établissement d'un pouvoir judiciaire indépendant. Le président de la République serait désormais élu au suffrage indirect. La durée de son mandat, renouvelable une fois, serait de cinq ans.

Leçon 4 : Ressusciter la laïcité à la sénégalaise, gravement malmenée par les manipulations politiciennes des Eglises chrétiennes et des confréries religieuses sénégalaises. Il est indispensable de rétablir la distance de l'Etat vis-à-vis des confréries et de couper le lien entretenu entre l'administration et les hiérarchies religieuses. L'Etat doit assurer l'autonomie des associations religieuses, faire une police rigoureuse de la frontière entre la religion et les appareils politiques et administratifs et assurer le respect de l'égalité des droits et responsabilités du citoyen.

Leçon 5 : La classe politique sénégalaise est probablement la plus vieille du continent. Il s'agit aujourd'hui de favoriser un renouvellement et une circulation plus rapide et plus systématique dans les cercles politiques et administratifs pour assurer une meilleure présence des jeunes et des femmes.

Cinq leçons pour refonder, autant politiquement que moralement, une société malmenée par dix années d'un pouvoir "libéral" et patrimonial qui a substitué au gouvernement des hommes et des femmes une administration de ces derniers. Une société sénégalaise au fond du gouffre qu'il s'agit aujourd'hui de relever, de refonder et de gouverner avec rigueur et intelligence. Les Sénégalais doivent ouvrir ce débat au cours des six mois à venir pour éviter une catastrophe annoncée.

Courrier international



TRANSFERT DE CRÉDIT

Transférez du crédit de communication à vos proches sur le réseau de TOGO TELECOM

Pour transférer du crédit de communication
Taper le **8822 * montant à transférer * numéro
bénéficiaire du transfert * mot de passe #**

Exemple : 8822*500*22534401*00000000#

Le mot de passe par défaut est 00000000 soit 8 fois zéro.

Coût du transfert de crédit : **100 F CFA**

Montant maximum à transférer par opération : **5 000 F CFA.**

ilico le fixe sans fil

Chemoi
La téléphonie fixe
Prépayé

Service opérationnel d'un compte ilico ou Chemoi prépayé vers un autre compte ilico ou Chemoi prépayé. Pour en savoir plus, rendez-vous dans nos Espaces Telecom.

Service client : 112
Dérangement : 119

ESPACES TELECOM À LOMÉ

Ex Direction Générale
Avenue Nicolas GRUNTZKY,
ancien siège
Tél : (228) 22 21 47 14.

Espace HELIM
Ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 32 06

Espace Telecom AGOE NYIVE
Juste après la Brasserie BB
Tél : (228) 22 50 82 01

Espace Telecom ADIDOGOME
Face Église d'Adidogomé
Tél : (228) 22 50 83 01

Espace Telecom ADOBOU-KOME
Face mosquée de l'ex Zongo
Tél : (228) 22 23 16 67

Espace Telecom ANANI SANTOS
Carrefour Fréau Jardin
Tél : (228) 22 23 16 91

Espace Telecom ASSIVITO
Espace HELIM, ancien immeuble S3G
Tél : (228) 22 20 74 00

Espace Telecom PORT
Près du Rond-Point du PAL
Tél : (228) 22 27 46 03

ESPACES TELECOM À L'INTÉRIEUR

Espace Telecom TSEVIE
Près du grand marché de NDANYI
Tél : (228) 23 30 00 01

Espace Telecom ANEHO
Dans le bâtiment de l'UTB
Tél : (228) 23 31 07 24

Espace Telecom KPALIME
Près de la Préfecture
Tél : (228) 24 41 00 50

Espace Telecom ATAKPAME
Face à la station TOTAL
Tél : (228) 24 40 02 39

Espace Telecom SOKODE
Face au marché - Après CNSS
Tél : (228) 25 50 01 21

Espace Telecom KARA
Près du stade Municipal
Tél : (228) 26 60 00 60

Espace Telecom DAPAONG
Face au commissariat
Tél : (228) 27 70 83 00